

En bref...

SNTRS-CGT - 7, rue Guy Môquet, 94800 Villejuif - Tel : 01 49 58 35 85 - Télécopie : 01 49 58 35 33
 Courrier électronique : sntrs-cgt-bn@vjf.cnrs.fr - Site web : <http://www.sntrs.fr>

Numéro 148 du 31 janvier 2008

Communiqué du SNTRS-CGT

Après un pilonnage systématique, Sarkozy impose la casse des EPST

Lundi 28 janvier 2008, à l'occasion d'une cérémonie en l'honneur du prix Nobel Albert Fert, Nicolas Sarkozy a réitéré les attaques de son programme électoral contre la recherche publique et contre les EPST. Il est sourd aux protestations des personnels de la recherche. Il fait fi de toute concertation et dicte déjà les conclusions de la commission d'Aubert avant même la fin des auditions de celle-ci. Il fait fi de la démocratie et annonce quasiment le démantèlement de toute structure élective : du Comité National au CNU. Il assène contre vérités et chiffres erronés.

Pour Sarkozy, les organismes devront à terme se limiter aux grands moyens de calcul, aux bases de données, aux grands équipements et aux grandes plateformes technologiques, avec quelques programmes nationaux gérés dans des instituts. Entre temps, ils pourront piloter avec l'ANR les recherches menées dans les universités. Mais avec quel budget et pour combien de temps ? C'est la casse des EPST. Les directeurs des EPST sont mis en demeure de s'inscrire dans le cadre de l'autonomie des universités.

Pour lui, le statut de chercheur à temps plein ne se justifie plus, il préconise des détachements en recherche pour une certaine proportion d'enseignants chercheurs de haut niveau.

Il verse une larme sur la faible rémunération des chercheurs, pour ne proposer que des primes aux plus brillants dans le cadre de la loi LRU. Il fait dans la démagogie et ment en affirmant que les salaires des chercheurs français sont deux à trois fois plus faibles que dans les pays comparables. Les chiffres publiés par la communauté européenne mettent en évidence un retard certain mais seulement de l'ordre de 30 à 40 % par rapport aux pays comparables. Comment expliquer, sans tenir compte de l'attractivité que crée le statut de titulaire, le fait que 20% des chercheurs recrutés par le CNRS sont étrangers ?

Il ne croit pas à « un système où la communauté scientifique définit par l'élection ses évaluateurs ». Il ment en oubliant que les évaluations du comité national du CNRS comme celles du Comité National des Universités sont réalisées par des commissions où il y a des élus mais aussi des nommés. Après la suppression des commissions de spécialistes va-t-on assister à la fin du comité national et du CNU ?

Il réaffirme sa volonté de régenter la recherche publique par un contrôle politique étroit. Seuls quelques scientifiques incontestables, c'est à dire des mandarins proches du pouvoir, entoureront le décideur public.

Il redit sa conception utilitariste de la science, qui de façon magique devrait relancer la croissance et l'emploi en se mettant au service des entreprises.

Après s'être attaqué aux universités, le gouvernement s'attaque maintenant aux EPST. Entre le discours de Sarkozy et les propositions du rapport Attali, la volonté de casser tout le service public de recherche est mise en œuvre.

Le SNTRS CGT appelle les personnels à se mobiliser pour rejeter les propositions du gouvernement.

Villejuif le 30 janvier 2008